



PREFECTURE DU GARD

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES
ET SOCIALES DU GARD**

Nîmes, le 19 décembre 2008

**Le préfet du Gard
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du mérite**

ARRÊTÉ n° 2008-354-5

**Portant déclaration d'utilité publique du projet présenté par la Compagnie Nationale
d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc :**

- **de prélèvement d'eau superficielle sur le territoire de la commune de MUS au titre de l'article L 215-13 du code de l'environnement, ainsi que des travaux associés à ce prélèvement**
- **d'instauration des périmètres de protection pour le captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » au titre des articles L 1321-1 à L 1321-8 du code de la santé publique**

Portant autorisation de fournir à la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX de l'eau brute superficielle destinée à la production d'eau destinée à la consommation humaine

Déclarant cessibles les terrains nécessaires à l'opération

- VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L 11-1 à L 11-9 et R 11-1 à R 11-18 ;
- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L 215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, L 214-8, et R 214-1 à R 214-109 ;
- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, L 1324-3 et L 1324-4, R 1321-1 à R 1321-61 et D 1321-103 à D 1321-105 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2224-10 ;
- VU** le code rural (nouveau) et notamment ses articles L 152-13 et R 152-25 ;
- VU** le code civil et notamment son article 640 ;

- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 126-1 et R 126-2 ;
- VU le décret du 19 octobre 1962 portant autorisation de prélèvement d'eau dans le fleuve le Rhône par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc ;
- VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R 1321-2, R 1321-3, R 1321-7 et R 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R 1321-10, R 1321-15 et R 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU l'examen du SDAGE Rhône-Méditerranée et Corse approuvé par l'arrêté n° 96-652 du 20 décembre 1996 du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée et Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 93-1984 du 30 août 1993 portant autorisation de distribution d'eau superficielle fournie par le Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, après traitement approprié, pour la consommation humaine par la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX ;
- VU l'arrêté interdépartemental n° 2001-I-1637 des 12 et 23 avril 2001 portant déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et de l'instauration des périmètres de protection de la « prise d'eau superficielle de MEJANELLE » implantée sur le territoire de la commune de MAUGUIO dans le département de l'Hérault ;
- VU la décision du Directoire de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas Rhône et du Languedoc (BRL) du 17 juillet 2006 demandant :
- de déclarer d'utilité publique le prélèvement d'eau superficielle pour la consommation humaine sur le territoire de la commune de MUS, ainsi que les travaux associés à ce prélèvement,
 - l'autorisation de créer les périmètres de protection du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » ;

- VU** le dossier préparé par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, daté de juin 2006 et soumis à l'enquête publique ;
- VU** la notice explicative du service instructeur du 14 septembre 2007 ;
- VU** le rapport de Monsieur Alain PAPPALARDO, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique par le Ministère chargé de la Santé, en date de décembre 2004, relatif la protection du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » et établi préalablement à l'enquête publique et ce, en application de l'article R 1321-6 du Code de la Santé Publique ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire ;
- VU** les résultats des enquêtes publiques qui se sont déroulées du 2 janvier 2008 au 1^{er} février 2008 ;
- VU** les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur du 26 mars 2008 ;
- VU** l'avis du conseil général du Gard du 29 octobre 2007 ;
- VU** l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 4 octobre 2007 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune d'AIGUES-VIVES du 10 janvier 2008 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de CODOGNAN du 3 mars 2008 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX du 5 décembre 2007 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de LE CAILAR du 7 février 2008 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de MUS du 29 janvier 2008 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de VAUVERT du 28 janvier 2008 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de VERGEZE du 30 janvier 2008 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de VESTRIC-ET-CANDIAC du 29 février 2008 ;
- VU** le rapport du service instructeur du 24 novembre 2008 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 9 décembre 2008 ;

CONSIDERANT que les moyens dont la mise en œuvre est projetée par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) sont de nature à garantir la salubrité publique en fournissant au niveau de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » une eau brute destinée à la potabilisation conforme à la réglementation sanitaire en vigueur et ce, en quantité suffisante.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Gard,

ARRÊTE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Article 1

Sont déclarés d'utilité publique :

- le prélèvement d'eau superficielle pour la consommation humaine, après traitement, sur le territoire de la commune de MUS, ainsi que les travaux associés à ce prélèvement,
- la délimitation et la création des périmètres de protection du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE ».

En conséquence, la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) est autorisée à acquérir par voie d'expropriation les terrains et les servitudes nécessaires sur le territoire des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLE-GARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC pour la mise en conformité de ce captage.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement de potabilisation au lieu-dit « La Fontanisse » de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX, la présente autorisation accordée à BRL sera à reconsidérer.

Article 2 : Localisation et caractéristiques du captage

Le captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » exploite des eaux superficielles prélevées dans le Rhône.

Cette prise d'eau porte le n° 09655X0258 dans la Banque du Sous-Sol (BSS) du BRGM.

Les coordonnées topographiques (Lambert zone II étendu) de ce captage sont :

X = 751 230

Y = 1 859 880

Z = 17 m NGF

Situation cadastrale : parcelle n° 25a, section AL, lieu-dit « Le Plan », de la commune de MUS.

Article 3 : Capacité de prélèvement autorisée

Le débit maximum d'exploitation autorisé, pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » est de **180 m³/h**.

Un système de comptage adapté permettra de vérifier en permanence les valeurs des débits prélevés conformément à l'article L 214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Article 4 : Périmètres de protection du captage

Des Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée seront établis de l'aval immédiat du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » jusqu'à la prise d'eau dans le Rhône à FOURQUES.

Ces périmètres seront situés, pour l'essentiel, dans l'emprise du domaine public concédé à la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

En complément, un plan d'alerte et d'intervention a été prescrit. Ce plan est décrit dans l'**article 9** du présent arrêté.

Les Périmètres de Protection Immédiate et Rapprochée s'étendront conformément aux plans portés en **ANNEXES 2 et 3a à 3i**.

La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc devra fournir aux Collectivités qui lui en feront la demande des extraits du plan de ces périmètres de protection à une échelle appropriée et ce, sous format papier ou informatique.

Des précautions devront être prises pour éviter tout retour d'eau polluée dans la canalisation reliant la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à la station de potabilisation de « La Fontanisse » sur le territoire de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

Les merlons dont la réalisation est prévue ou envisagée en zone inondable dans le Périmètres de Protection Immédiate et dans le Périmètre de Protection Rapprochée, relèveront de la rubrique 3.2.2.0. de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration précisées dans l'article R 214-1 du code de l'environnement pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 dudit code. A ce titre, ces ouvrages feront l'objet d'un dossier technique qui sera soumis à l'avis du service chargé de la Police de l'Eau.

Article 4.1. : Périmètre de Protection Immédiate de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »

Il sera constitué par une aire délimitée sur le plan parcellaire reporté en **ANNEXE 2**. Il comprendra une partie des parcelles n° 23 et n° 25, section AL, lieu-dit « Le Plan », de la commune de MUS. Ce périmètre devra rester propriété de Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

Ce Périmètre sera limité à l'est par le pont de la route national n° 113.

Les ouvrages permettant d'assurer la protection sanitaire de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » respecteront les principes suivants :

- Afin d'empêcher efficacement l'accès du Périmètre de Protection Immédiate par des tiers et des animaux, ce périmètre sera maintenu clos. La clôture pourra être constituée de mailles carrées (6 cm) à gros fils (4 mm) sur une hauteur de 2 mètres posée sur une bordure en béton de 0,40 mètres de hauteur et avec scellement tous les 2,5 mètres. Il sera laissé à BRL l'opportunité de mettre en place une clôture présentant des caractéristiques au moins équivalentes. Cette clôture sera munie d'un portail disposant d'une serrure de sûreté.
- Le pont sur la route nationale n° 113 sera aménagé de façon à ce qu'aucun pluvio-lessivat de la plate-forme routière ne pénètre dans le canal.
- Des fossés ou des merlons complémentaires pourront être mis en place pour empêcher les intrusions d'écoulements gravitaires issus de l'extérieur du Périmètre de Protection Immédiate. La réalisation de merlons devra faire l'objet d'un avis préalable du service chargé de la Police de l'Eau.
- Dans ce périmètre, seules seront autorisées les activités liées à l'alimentation en eau potable et à condition qu'elles ne provoquent pas de pollution de l'eau captée. Seront notamment interdits les dépôts et les stockages de matériaux et de produits non nécessaires à l'exploitation des ouvrages de captage et le garage de véhicules. Son accès sera réservé aux agents chargés de l'entretien des ouvrages et à ceux procédant aux mesures de contrôle et aux prélèvements d'eau.
- L'accès des véhicules dans le Périmètre de Protection Immédiate sera interdit sauf nécessité de service impérieuse.
- La végétation présente sur le site sera entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique).
- L'emploi de désherbants y sera interdit.
- La végétation, une fois coupée, devra être extraite de l'enceinte du Périmètre de Protection Immédiate.
- Le Périmètre de Protection Immédiate et la station de pompage (également située sur la parcelle n° 25, section AL) seront soigneusement entretenus et feront l'objet d'une surveillance soutenue de la société missionnée à cet effet par BRL. La station de pompage sera dotée d'une alarme anti-intrusion.

Article 4.2. : Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »

Le Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » sera situé sur le territoire des communes suivantes :

- AIGUES-VIVES : section E, n° 294 (partie), 443, 445, 447, 582 (partie),
- CODOGNAN :
 - section AA, n° 34, 38 (partie) et 49,
 - section AL, n° 45,
 - section AM, n° 45 et 46,

- section AN, n° 2, 3 et 17,
- LE CAILLAR : section E, n° 53, 55, 71, 74, 75, 77, 78, 79 (partie), 80, 82 (partie), 83 (partie), 84 (partie), 230, 236, 238, 239, 241, 246, 248 (partie), 251 (partie), 254, 255, 257, 258, 260, 263, 266, 267, 272 et 290,
- VAUVERT :
 - section AB, n° 24 (partie) et 92,
 - section AC, n° 26 (partie),
 - section AL, n° 61,
 - section AN, n° 144,
 - section AO, n° 15,
 - section AT, n° 13,
 - section AX, n° 1 (partie),
 - section AZ, n° 7 (partie),
 - section BS, n° 6,
 - section BT, n° 79 (partie),
 - section BV, n° 57, 58, 59 et 96 (partie),
 - section BW, n° 15,
 - section CO, n° 12, 45 et 54,
 - section CS, n° 34 et 35,
 - section DA, n° 1, 2, 9, 10 et 11,
- VERGEZE :
 - section AV, n° 71,
 - section AW, n° 3, 4, 5, 34, 44, 45, 56 (partie) et 57,
- VESTRIC-ET-CANDIAC :
 - section AZ, n° 18 et 38.

Les parties de parcelles n° 23 et 25, section AL, de la commune de MUS, constitutives du Périmètre de Protection Immédiate, ne sont pas répertoriées parmi celles qui constitueront le Périmètre de Protection Rapprochée.

Ce Périmètre de Protection Rapprochée traversera en aérien ou en souterrain des voiries (nationale, départementales ou communales) et, en siphon, le cours d'eau « le Vistre ». Ces voiries et ce cours d'eau ne sont pas cadastrés.

Les parcelles constituant ce Périmètre de Protection Rapprochée sont, pour l'essentiel, propriétés de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL)

Ces parcelles sont situées de part et d'autre du Canal BRL et entre la station d'alerte du Mas Neuf (commune de VAUVERT) et la prise d'eau superficielle de la VAUNAGE (commune de MUS).

Ce Périmètre de Protection Rapprochée aura pour vocation :

- de permettre à BRL et à l'exploitant du réseau d'eau destinée à la consommation humaine de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX, une intervention dans un délai suffisant après le constat d'un défaut de qualité par la station d'alerte du Mas Neuf,
- de prendre des mesures appropriées pour limiter les risques de pollutions chroniques, accidentelles et/ou intentionnelles entre la station d'alerte du Mas Neuf et la prise d'eau superficielle de la VAUNAGE.

A ce titre, tous les travaux envisagés dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » devront faire l'objet d'une autorisation préalable de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

Dans ce Périmètre de Protection Rapprochée, les dispositions suivantes seront prises :

1/ interdire toute activité pouvant contribuer à altérer la qualité des eaux et en particulier :

- tout déversement de matières, d'objets ou de produits polluants dans le canal et ses abords immédiats : déversements d'origine agricole, industrielle, domestique, chute d'engins, dépôts de déchets ;
- toute activité autre que celle dévolue à l'entretien du canal, sauf autorisation de passage spécifique,
- la présence d'animaux (chevaux, taureaux, etc.),
- l'usage de produits phytosanitaires (pesticides) pour l'entretien des parcelles comprises dans le Périmètre de Protection Rapprochée.

2/ interdire tous les accès sur les chemins de desserte qui longent le canal. Cette interdiction de passage concernera, en particulier, le canal dans sa traversée du chef-lieu de la commune de VAUVERT.

L'accès ne sera permis :

- *qu'à des services extérieurs à la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, en particulier aux services de secours, que sur la base d'une convention écrite et signée entre ces services et BRL ;*
- *qu'aux propriétaires riverains nommément désignés pour leur permettre l'exploitation de leurs terrains.*
- *qu'aux utilisateurs de la « voie verte » le long du canal entre Gallician et le chef-lieu de la commune de VAUVERT dans les conditions suivantes :*
 - ✓ *réserver cet itinéraire à la randonnée pédestre ou cycliste,*
 - ✓ *interdire le passage aux engins motorisés,*
 - ✓ *interdire les aires de pique-nique,*
 - ✓ *mettre en place des panneaux d'information du public.*

L'interdiction de passage sera précisée par des panneaux portant les mentions suivantes :

« Propriété privée. Circulation interdite. Pêche et baignade interdites ».

3/ sécuriser les traversées routières et les routes qui longent le canal par tous dispositifs jugés nécessaires pour prévenir les risques de pollutions. Ces dispositifs consisteront en particulier à :

- aménager, en concertation avec le Conseil Général du Gard, le giratoire entre les routes départementales n° 135 et 139 et le pont permettant le franchissement du canal par la route départementale n° 135 (sur le territoire de la commune de VESTRIC-ET-CANDIAC) dans les conditions suivantes :
 - ✓ conserver les glissières de sécurité existantes et mettre en place des glissières de sécurité supplémentaires,
 - ✓ assurer la collecte des eaux de ruissellement et des polluants répandus sur la chaussée et leur évacuation, après réhabilitation de fossés, en dehors du canal.

- mettre en place des installations analogues au niveau des ouvrages de franchissement routiers concernant les autres routes départementales (ou leur prolongement en zone urbaine) suivantes (d'amont en aval) :
 - ✓ n° 779
 - ✓ n° 6972
 - ✓ n° 352 (chemin d'Anglas)
 - ✓ n° 56
 - ✓ n° 979
 - ✓ n° 104
 - ✓ n° 1
- mettre en place des installations analogues concernant le franchissement du canal par le chemin du Moulin d'Etienne appartenant à la voirie communale de VAUVERT,
- prévenir les pollutions à partir des autres ponts situés dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée par des installations analogues à celles mentionnées ci-dessus et en réservant l'usage de ces ponts à des ayant-droits clairement identifiés par BRL,
- interdire le stationnement sur les ponts sauf nécessité avérée.

4/ dans les zones où le canal passe en siphon tous les travaux de terrassements, forages curages, injections, etc. seront interdits dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée sans autorisation préalable de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, laquelle précisera les conditions de réalisation de ces travaux si elle les autorise.

5/ la réalisation de la voie ferrée de contournement de NÎMES et MONTPELLIER nécessitera un franchissement du canal au droit du lieu-dit « Le Moulin d'Arnaud » sur le territoire de la commune de VERGEZE. Un arrêté préfectoral spécifique précisera les conditions de réalisation et d'exploitation de ce franchissement. Sauf dispositions contraires dudit arrêté, la réalisation de cet aménagement ferroviaire respectera les prescriptions suivantes :

En phase travaux, les mesures suivantes seront prises :

- mise en place d'une station d'alerte comprenant un détecteur de toxicité globale et un détecteur d'hydrocarbures,
- réalisation de prélèvements réguliers par un échantillonneur automatique suivi d'analyses d'eau,
- établissement d'un plan spécifique de circulation sur le chantier,
- mise à disposition de pompes et de barrages flottants pour une intervention rapide en cas d'incident,
- interdiction de mise en place d'installations de chantier et de centrales à béton à proximité du canal,
- collecte, traitement et évacuation des eaux de ruissellement et pluviales en dehors du Périmètre de Protection Rapprochée,
- collecte et évacuation de tous les déchets du chantier en dehors du Périmètre de Protection Rapprochée,
- en cas d'incident :
 - un prélèvement sera réalisé sur le site et analysé par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé,
 - les barrages flottants et les installations de pompage seront mis en service,
 - le bief du canal concerné par cet incident sera isolé.

6/ Les fossés existants devront être entretenus de façon satisfaisante afin de limiter les risques de déversement pluvial dans le canal et ce, en concertation avec les maires des communes concernées et les riverains. Il sera fait application, sauf accord amiable avec les riverains, des articles L 152-13 et R 152-25 du Code Rural (nouveau). Ces articles précisent les servitudes de passage d'engins mécaniques sur les terrains bordant des canaux d'irrigation pour permettre l'entretien de certains émissaires d'assainissement n'ayant pas le caractère de cours d'eau naturel. L'article 640 du Code Civil pourra également s'appliquer.

7/ Toutes modifications du tracé des voies de communication existantes et de leurs conditions d'utilisation, dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée, feront l'objet d'une autorisation préalable de BRL.

8/ Dans les zones qui jouxtent le Périmètre de Protection Rapprochée, la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc sera associée à l'élaboration des projets et documents d'urbanisme dans les communes visées dans l'**article 1** du présent arrêté.

9/ La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc sera associée et participera aux démarches qui visent à limiter les risques d'inondation, en particulier dans les secteurs suivants :

- chef-lieu de la commune de VAUVERT,
- chef-lieu de la commune de CODOGNAN,
- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : implantation de VERGEZE de la Société NESTLE WATERS SUPPLY et implantation de VAUVERT de CONSERVES-FRANCE SA.

10/ La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc devra mener à terme les travaux qu'elle a engagés dans les biefs 4 à 7 (entre la station d'alerte du Mas Neuf et la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »).

Des servitudes seront instituées sur les parcelles du Périmètre de Protection Rapprochée mentionnées ci-dessus et reportées en **ANNEXE 3a à 3i** du présent arrêté.

La totalité de l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée devra constituer une zone spécifique de protection de captage public d'eau potable dans les documents d'urbanisme (plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme) des communes d'AIGUES-VIVES, CODOGNAN, LE CAILAR, MUS, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.

Article 4.3. : Périmètre de Protection Eloignée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »

Le Périmètre de Protection Eloignée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » concernera l'emprise des canaux de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc entre la prise d'eau dans le Rhône à FOURQUES et la station d'alerte du Mas Neuf à VAUVERT. Il est représenté en **ANNEXE 1** du présent arrêté.

Ce Périmètre de Protection Eloignée concernera les communes de BEAUVOISIN, BELLE-GARDE, FOURQUES, SAINT-GILLES et VAUVERT (en amont de la station d'alerte du Mas Neuf).

Les prescriptions du plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution décrites dans l'article 9 du présent arrêté seront mises en œuvre dans ce périmètre de protection.

ARTICLE 5 : Surveillance de la qualité de l'eau

La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc assurera un suivi de la qualité des eaux brutes.

Deux stations d'alerte permettront une intervention rapide en cas de pollution :

- une à Pichegu (sur le territoire de la commune de BELLEGARDE) avant desserte de l'ensemble des canaux de cette compagnie,
- une au Mas Neuf (sur le territoire de la commune de VAUVERT), cette station constituant la limite est du Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE ».

Ces deux stations comprendront un suivi de la turbidité et du pH ainsi qu'un TRUITOMETRE.

Celle de Pichegu comportera également un analyseur de Carbone Organique Total (COT). Des mesures complémentaires pourront être prévues ultérieurement

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, BRL préviendra la DDASS dès qu'elle en aura connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires pourront être prescrites aux frais de l'exploitant.

Les dysfonctionnements des stations d'alerte et les résultats des mesures, analyses et tests seront enregistrés et tenus trois ans à disposition du service chargé du contrôle.

ARTICLE 6 : Contrôle de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau sera contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur et mis en œuvre par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé. Les frais d'analyses et de prélèvements seront à la charge de l'exploitant selon les tarifs et modalités également fixés par la réglementation en vigueur.

Les contrôles réglementaires seront réalisés aux points suivants identifiés dans le fichier SISE-Eaux de la DDASS :

Installations				Points de surveillance		
Type	Code	Nom	Classe	Code PSV	Nom	Type
CAP	000510	PRISE BRL DE LA VAUNAGE	2 000 à 5 999 m ³ /j	0000000570	PRISE BRL DE LA VAUNAGE	P
				0000001276	STATION DE GALLARGUES / EAU BRUTE	S
TTP	000511	PRODUCTION DE GALLARGUES	1 000 à 2 999 m ³ /j	0000000571	PRODUCTION DE GALLARGUES	P
UDI	000512	GALLARGUES-LE-MONTUEUX	2 000 à 4 999 habitants	0000000573 (*)	MAIRIE DE GALLARGUES-LE-MONTUEUX	P

(*) : non compris les points secondaires du réseau de distribution

Le tableau ci-dessus distingue :

- les analyses d'eaux brutes (notées CAP pour « captage ») qui seront à la charge financière de BRL,
- les analyses d'eau après traitement (TTP) et en distribution (UDI) qui seront à la charge financière de l'exploitant du réseau d'eau destinée à la consommation humaine de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

Le contrôle sanitaire comprendra un suivi renforcé de la **turbidité**.

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement auront constamment libre accès aux installations. Les exploitants concernés transmettront à ces services les analyses réalisées dans le cadre de l'autosurveillance des installations.

ARTICLE 7 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les possibilités de prélèvements d'eau brute seront assurées :

- par un robinet permettant le prélèvement de l'eau dans l'enceinte de la station de pompage de la VAUNAGE, elle-même située à proximité immédiate de la prise d'eau,
- par un robinet permettant le prélèvement de l'eau à l'entrée de la station de potabilisation de « la Fontanisse » sur le territoire de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

Les robinets de prélèvement devront permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle permettant l'évacuation des eaux d'écoulement à l'extérieur du bâti,
- le flambage du robinet,
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

ARTICLE 8 : Information sur la qualité de l'eau distribuée

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir la DDASS sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée seront portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur par la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX ou par l'exploitant de son réseau d'eau potable. Ces bilans tiendront compte de l'existence de la station de traitement de l'eau brute située au lieu-dit « La Fontanisse » à GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

ARTICLE 9 : Plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution

Article 9.1 : Remarques d'ordre général

Ce plan d'alerte et d'intervention visera à limiter les conséquences d'une pollution :

- du Rhône avant la prise d'eau située au nord de la zone agglomérée de FOURQUES,

- du tronçon du canal de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc comprise entre le prélèvement dans le Rhône et la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à MUS.

Ce plan devra être compatible avec :

- les plans de secours départementaux établis par la Préfecture du Gard et portant sur les pollutions accidentelles des eaux intérieures et les perturbations importantes sur les réseaux d'eau potable. Il sera tenu tout particulièrement compte du document intitulé : « ORSEC DEPARTEMENTAL / Perturbations importantes sur un réseau de distribution d'eau potable ».
- l'article 11 de l'arrêté interdépartemental n° 2001-I-1637 du 23 avril 2001,
- le plan d'urgence interne portant sur la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » établi par BRL-Exploitation le 15 avril 2006 et ses mises à jour ultérieures.

Ce plan d'alerte et d'intervention sera mis à jour annuellement et devra être porté à la connaissance et validé par :

- le Service chargé de la Police de l'Eau,
- le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard.

Une surveillance des berges du canal, des installations de pompage et des stations d'alerte sera réalisée par une société missionnée par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc et par le personnel de BRL-Exploitation. *Cette surveillance portera en particulier sur les Périmètres de Protection Immédiate et Rapprochée et les stations de pompage utilisées à des fins de production d'eau destinée à la consommation humaine.*

Des installations d'alarmes anti-intrusions seront mises en place au niveau de la station de pompage de Pichegu (commune de BELLEGARDE) et de celle de la VAUNAGE (commune de MUS). Il en sera de même pour la station d'alerte du Mas Neuf (commune de VAUVERT). Ces installations d'alarmes seront reliées par télésurveillance aux services chargés de la sécurité et à BRL-Exploitation.

En cas de pollution accidentelle, la remise en service de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » ne pourra être effectuée qu'au vu d'une ou de plusieurs analyse(s), réalisée(s) par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé, attestant du retour à une qualité de l'eau brute la rendant apte à être potabilisée.

Article 9.2 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle du Rhône

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution du Rhône, des dispositions spécifiques établies avec le service chargé de la Police de l'Eau.

L'alerte en cas de pollution du Rhône pourra être donnée par :

- les particuliers témoins d'une pollution,
- les industriels et les collectivités publiques impliqués dans une pollution accidentelle,
- la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) et Voies Navigables de France (VNF).

L'alerte sera transmise au Service de la Navigation Rhône-Saône et au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard, lesquels auront en charge d'évaluer, en relation avec les autres services concernés, l'importance de la pollution et les me-

sures nécessaires à mettre en place. Le service chargé de la Police de l'Eau sera également averti s'il est distinct du Service de la Navigation cité ci-dessus.

Si l'importance de la pollution est avérée, le Préfet du Gard demandera à la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc de fermer sans délai la prise d'eau dans le Rhône.

Article 9.3 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir de la voirie nationale

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir de la route nationale n° 113, des dispositions spécifiques établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les services et collectivités suivants :

- Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED), agissant pour le Ministère chargé des Transports,
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Conseil Général du Gard,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 9.4 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir de la voirie départementale

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir de la voirie départementale, des dispositions spécifiques établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les services et collectivités suivants :

- Conseil Général du Gard, propriétaire des infrastructures,
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 9.5 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir des voiries communales et des voies de desserte

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir des voiries communales et des voies de desserte, des dispositions établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les maires de chacune des communes concernées et en relation avec les services suivants :

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Conseil Général du Gard,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 9.6 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir des dessertes ferroviaires

Des dispositions spécifiques adaptées aux risques de pollutions accidentelles de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir des voies ferrées existantes ou à créer seront établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec, notamment, Réseau Ferré de France (RFF) et la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF), ainsi qu'avec les services et collectivités suivants :

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Conseil Général
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Ce plan sera mis à jour après réalisation de la ligne nouvelle de contournement ferroviaire de NÎMES et MONTPELLIER.

Article 9.7 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir de l'autoroute A54

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir de l'autoroute A54, des dispositions spécifiques établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les Autoroutes du Sud de la France et les services et collectivités suivants :

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Conseil Général
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

FORMALITES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (articles L 214-1 à L 214-6)

ARTICLE 10 : Situation de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » par rapport au code de l'environnement

Cette prise d'eau relève de la rubrique 1.2.1.0 visée dans l'article R 214-1 du code de l'environnement et ce, en application des articles L 214-1 à L 214-6 dudit code : « prélèvements et installations et ouvrages permettent le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau [...] ou dans un [...] canal alimenté par ce cours d'eau [...] »

Le débit maximal de prélèvement demandé pour la production d'eau destinée à la consommation humaine de 180 m³/h est en deçà du seuil de déclaration de 400 m³/h et très inférieurs à 2 % du débit d'étiage du Rhône.

En conséquence, ce prélèvement ne sera soumis ni à DECLARATION ni à AUTORISATION au titre des articles mentionnés ci-dessus du Code de l'Environnement.

Ce prélèvement est compatible avec le décret du 19 octobre 1962 portant autorisation de prélèvement d'eau dans le fleuve le Rhône par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc a établi par ailleurs une déclaration de prélèvement d'eau de surface concernant la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » dans le cadre de l'ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005 et ce, avant le 31 décembre 2006.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 11 : Repérage kilométrique et hectométrique

Des repères kilométriques et hectométriques seront matérialisés sur les bajoyers des canaux de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

ARTICLE 12 : Entretien des ouvrages

Les ouvrages de captage et les dispositifs de protection seront régulièrement entretenus et contrôlés.

ARTICLE 13 : Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire de la présente autorisation veillera au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection. Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution de travaux ou d'exercice d'activités devront satisfaire aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 14 : Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeureront applicables tant que la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » participera à l'approvisionnement de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 15 : Notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au président de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté et de sa notification sans délai aux propriétaires, autres que BRL, des parcelles concernées par le Périmètre de Protection Rapprochée dans les conditions définies dans le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007. Cet arrêté sera également transmis aux gestionnaires des voiries concernées par ce périmètre de protection.

- Les maires des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC sont tenus de mettre à disposition du public par affichage en mairies pendant une durée de deux mois ledit arrêté portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation humaine.
- Le présent arrêté sera inséré dans les documents d'urbanisme des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC. Le Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » devra constituer une zone de protection spécifique dans les documents d'urbanisme d'AIGUES-VIVES, CODOGNAN, LE CAILAR, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.
- Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage sera dressé par les soins des maires d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.
- Un extrait de cet arrêté sera inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux ou régionaux.
- Le président de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc transmettra à la DDASS, dans un délai de 6 mois après la date de signature du présent arrêté, un document relatif à l'accomplissement des formalités relatives à :
 - la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le Périmètre de Protection Rapprochée, ainsi qu'aux gestionnaires des voiries concernées par ce périmètre de protection.
 - l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.

ARTICLE 16 : Délais de recours et droits des tiers

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de NÎMES (16, avenue Feuchères / CS 88010 / 30941 NÎMES CEDEX 09) :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique :

En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative : par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie ;

- en ce qui concerne les servitudes d'utilités publiques :

En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative : par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- en ce qui concerne le Code de l'Environnement :

En application des articles L 211-6, L 214-10 et L 216-2 du Code de l'Environnement :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 17 : Sanctions applicables en cas de non respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L 1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L 1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 18 : prescriptions complémentaires

1/ Un règlement d'eau, pris par un arrêté préfectoral complémentaire, précisera les conditions d'interventions de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc sur les différents ouvrages hydrauliques du canal.

2/ Un manuel de gestion des ouvrages sera élaboré par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc et validé par le service chargé de la Police de l'Eau. Ce manuel précisera les différents seuils d'alerte et d'intervention de BRL en cas :

- de pollution du canal,
- ou de montée anormale des eaux dans le canal par :
 - débordement d'un cours d'eau,
 - ou intrusion d'eaux pluviales.

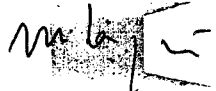
Ce document définira les opérations de gestion de crise appropriées à chacun des cas énoncés ci-dessus. Il reprendra, en particulier, le plan d'alerte et d'intervention établi en cas de pollution des eaux du canal.

ARTICLE 19

La secrétaire générale de la préfecture, le président de la compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL), les maires de communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GAL-LARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC, le chef de la délégation inter services de l'eau, le directeur du service chargé de la police de l'eau, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur dé-

partemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Le préfet
Pour le Préfet,
la secrétaire générale


Martine LAQUIEZE

Pièces annexées :

- **ANNEXE 1** : Plan de situation des canaux de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc dans le département du Gard
- **ANNEXE 2** : Périmètre de Protection Immédiate de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »

- **ANNEXE 3a à 3i** :

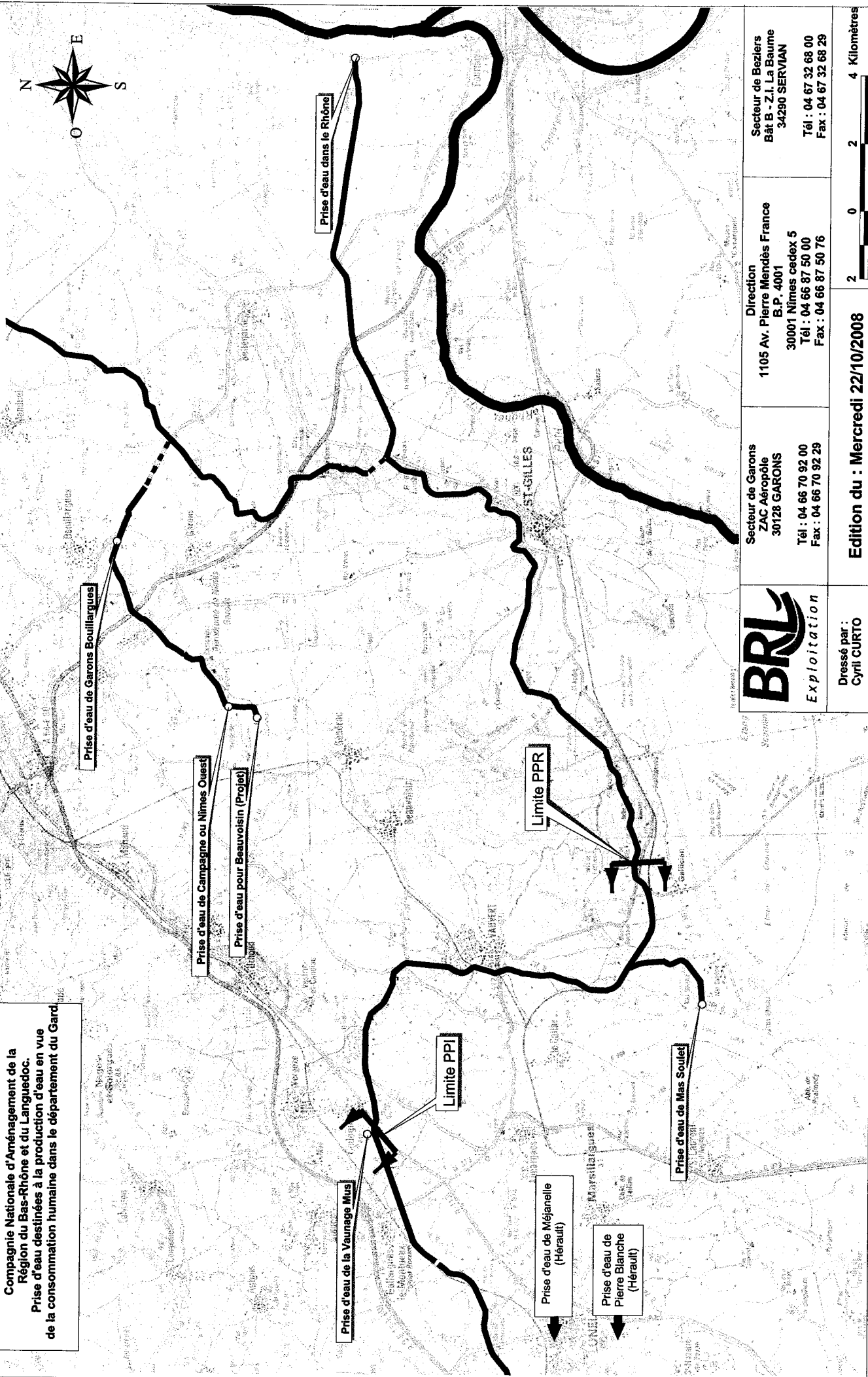
Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE ». Ce périmètre est reporté sur le cadastre des communes mentionnées ci-dessous :

- **ANNEXE 3a** : AIGUES-VIVES
- **ANNEXE 3b** : CODOGNAN
- **ANNEXE 3c** : VERGEZE
- **ANNEXE 3d** : VESTRIC ET CANDIAC
- **ANNEXE 3e** : VAUVERT (plan n° 1)
- **ANNEXE 3f** : VAUVERT (plan n° 2)
- **ANNEXE 3g** : LE CAILAR
- **ANNEXE 3h** : VAUVERT (plan n° 3)
- **ANNEXE 3i** : VAUVERT (plan n° 4)

ANNEXE 1

Compagnie Nationale d'Aménagement de la
Région du Bas-Rhône et du Languedoc.
Prise d'eau destinées à la production d'eau en vue
de la consommation humaine dans le département du Gard.

PLAN DE SITUATION



BRL
Exploitation

Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS
Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN
Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :
Cyril CURTO

Edition du : Mercredi 22/10/2008

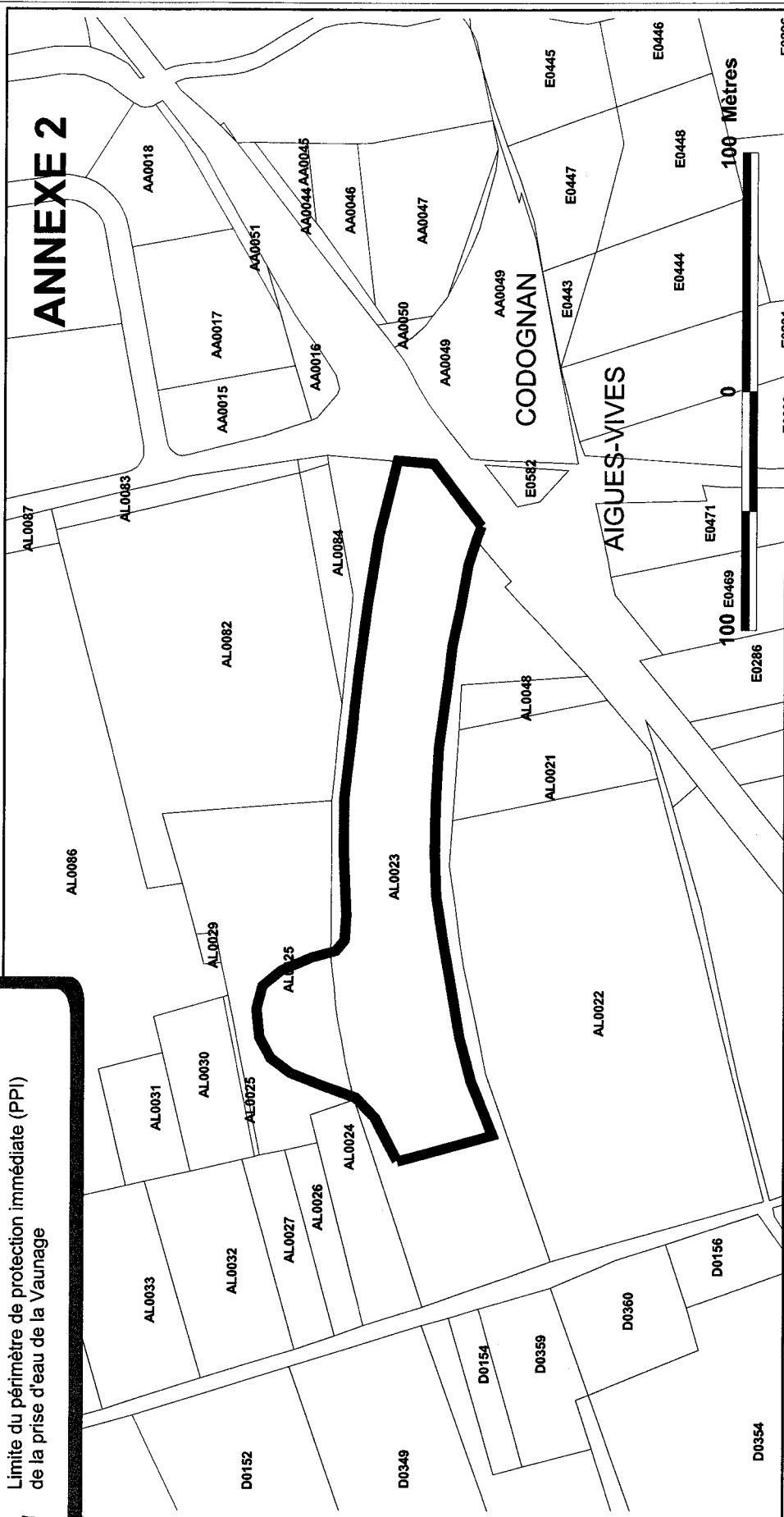
2 0 2 4 Kilomètres

Annexe 2 : Périmètre de Protection Immédiate

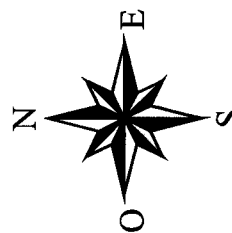
COMMUNE DE MUS

Légende

 Limite du périmètre de protection immédiate (PPI) de la prise d'eau de la Vaunage



BRL
Exploitation



Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS

Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001

30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN

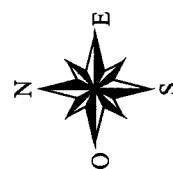
Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :
Cyril CURTO

Edition du : Mardi 18/03/2008

COMMUNE D'AIGUES-VIVES

ANNEX 3a



Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vaufrage



BRL
Exploitation

**Dressé par :
Cyril CURTO**

Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS

Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001

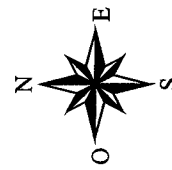
**B.P. 4001
330001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76**

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN

Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

Edition du : Mercredi 17/09/2008

ANEXE 3b



Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vauange



Dressé par :
Camille CLÉMENT

**Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS**

Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France

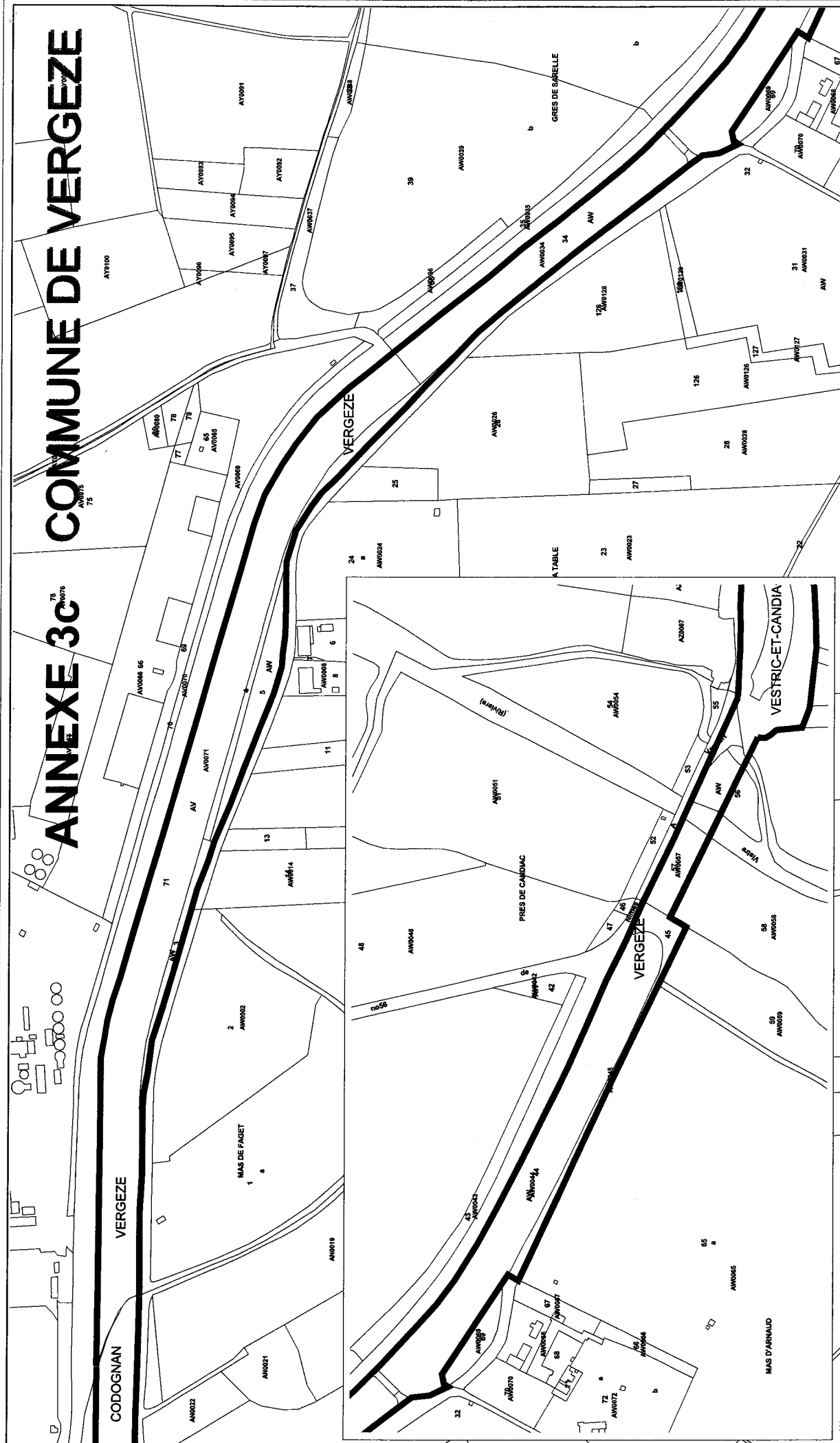
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00

**Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN**

Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

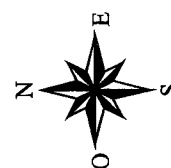
Edition du : Mercredi 17/09/2008

ANNEXE 3c COMMUNE DE VERGEZE



Légende

~
Limite du périmètre de protection rapprochée
(PPR) de la prise d'eau de la Vaunage



100 0 100 Mètres

BRL
Exploitation

Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS
Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

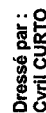
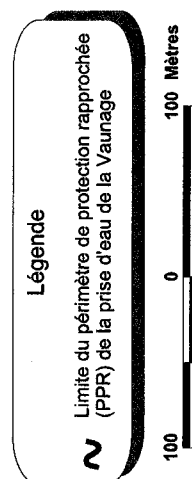
Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN
Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :
Cyril CURTO

Edition du : Mardi 09/09/2008

COMMUNE DE VESTRIC-ET-CANDIAC



Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

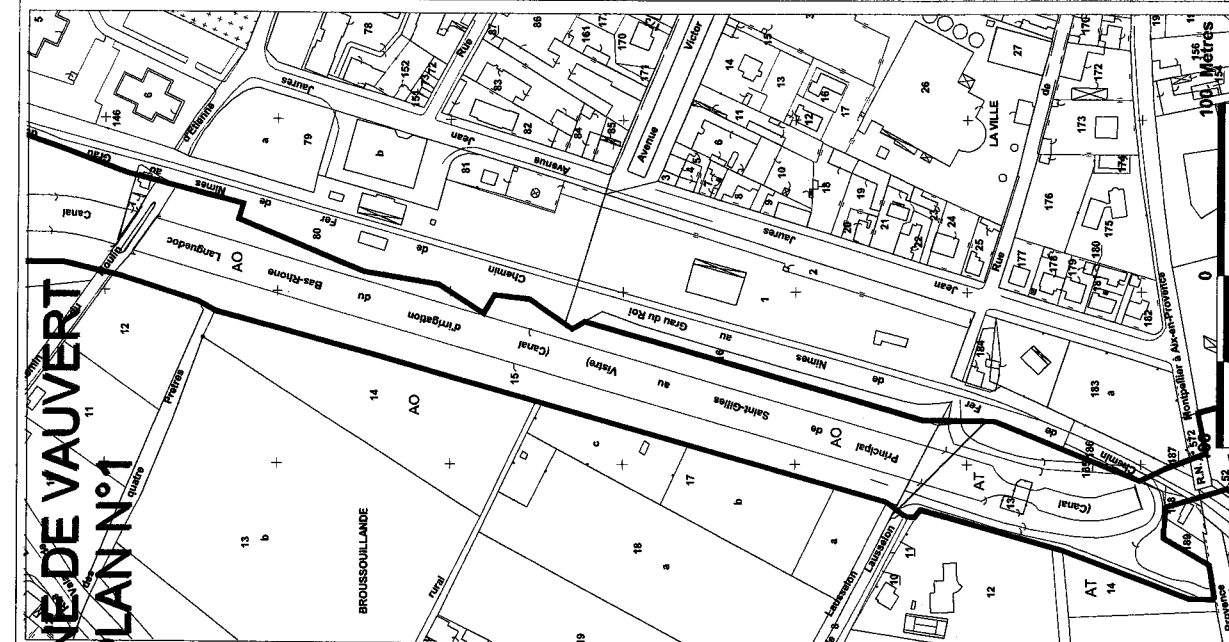
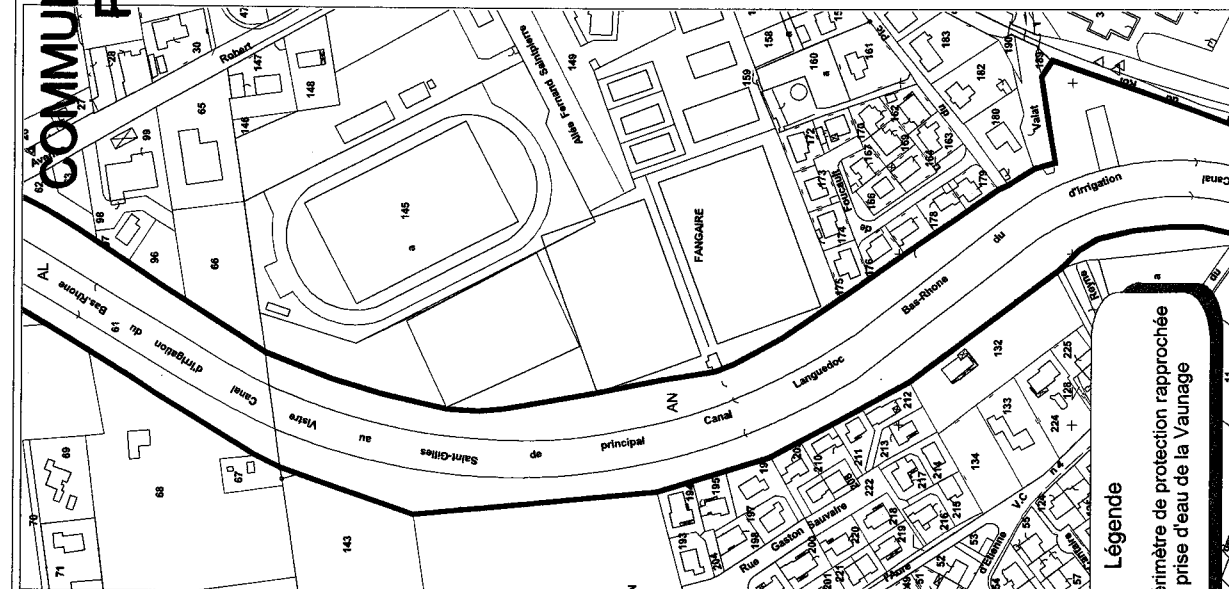
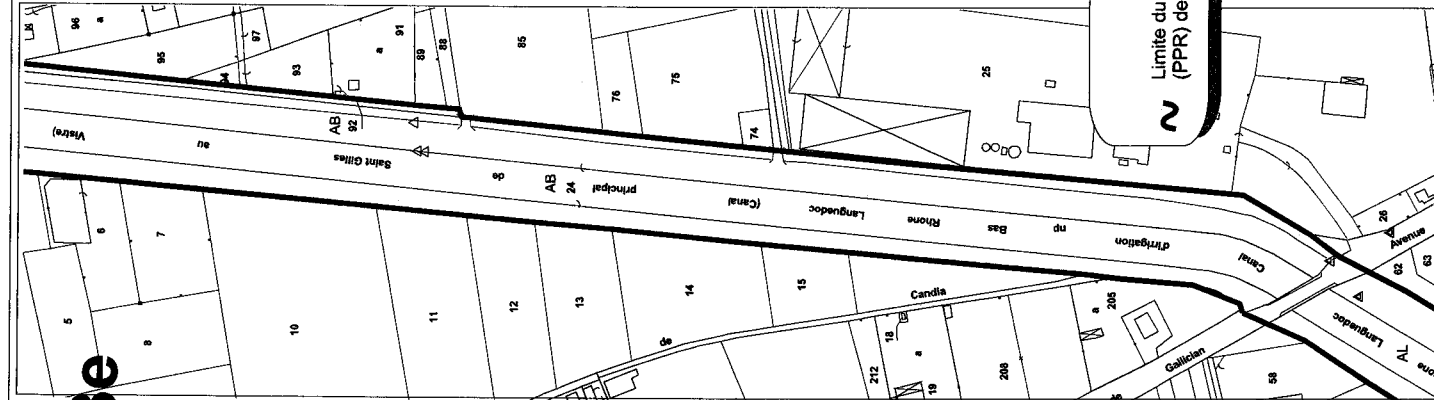
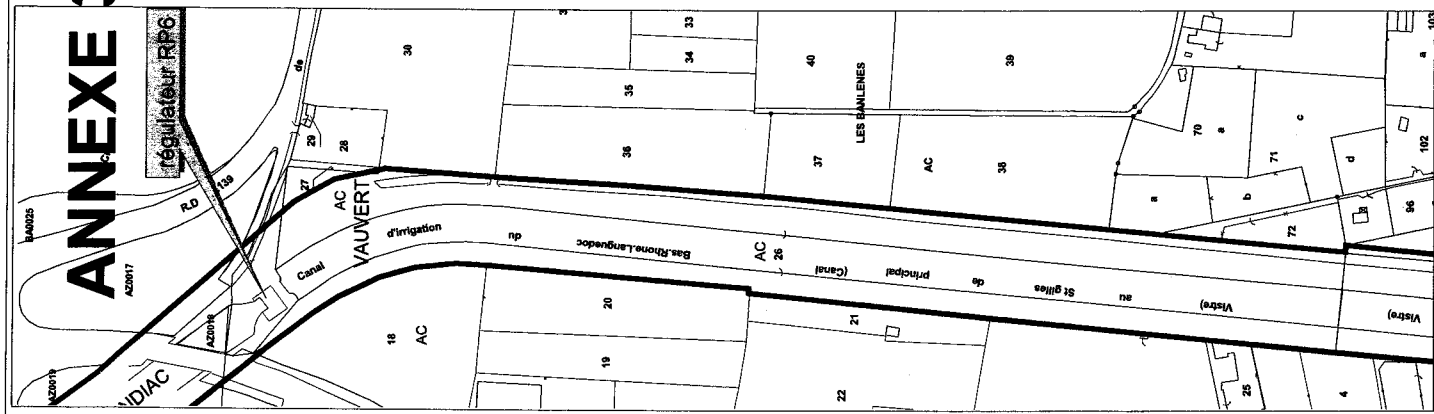
Secteur de Beziers
3ât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN

Edition du : Mercredi 17/09/2008

Dressé par :
Cyril CURTO

ANNEXE 3e

Régulateur RP6



Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vauvert



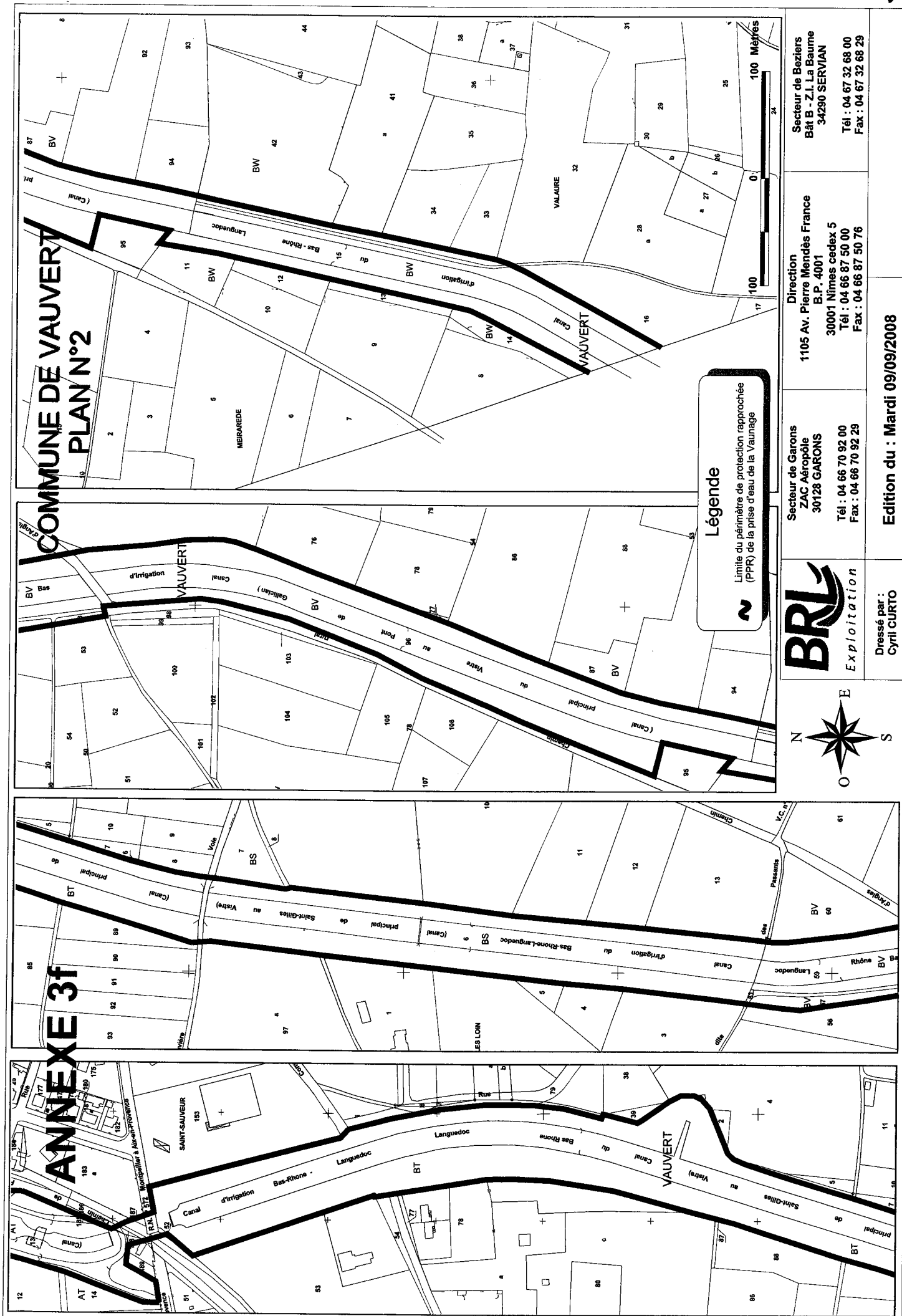
Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS
Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN
Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :
Cyril CURTO

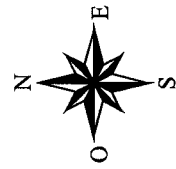
Edition du : Mercredi 17/09/2008



COMMUNE DE VAUVERT PLAN N°2

ANNEXE 3

Légende
~
Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vauvage



Dressé par :
Cyril CURTO

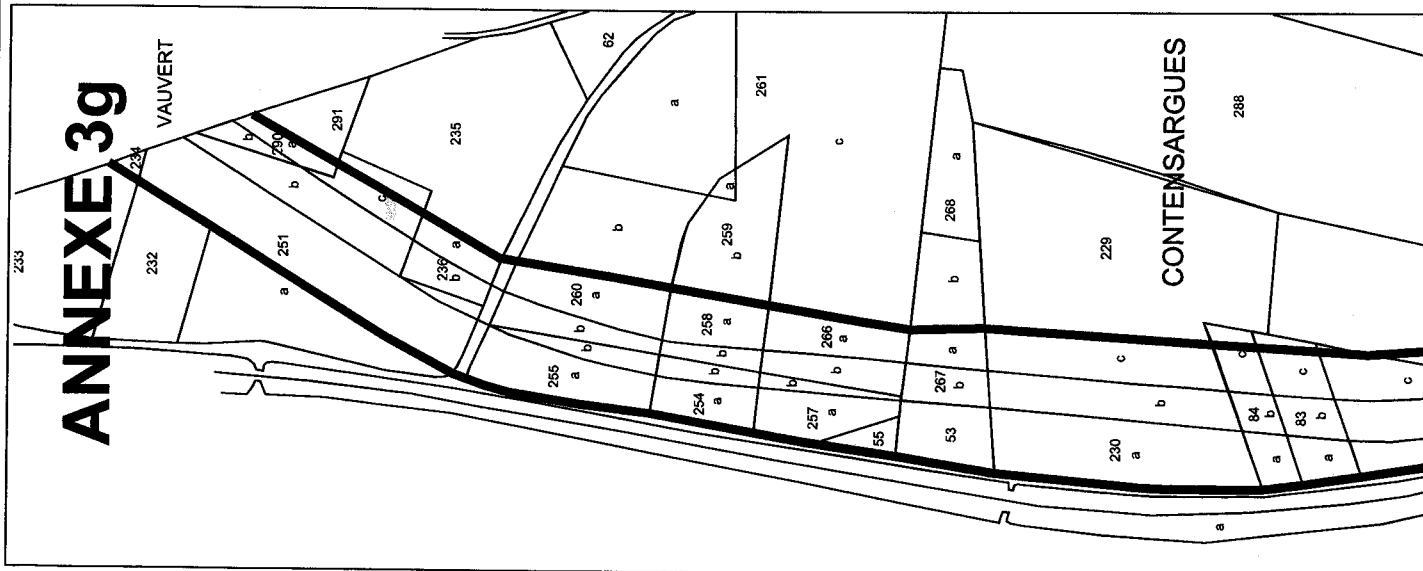
Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS
Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN
Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

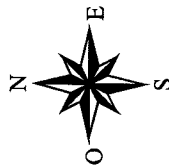
Edition du : Mardi 09/09/2008

ANNEXE 3g



CONTENSARGUES

COMMUNE DE LE CAILAR



Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vauvert



BRL
Exploitation

Dressé par :
Cyril CURTO

Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS
Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

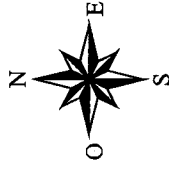
Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN
Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

Edition du : Mardi 09/09/2008

ANNEXE 3h

COMMUNE DE VAUVERT PLAN N°3



Légende

~
Limite du périmètre de protection rapprochée
(PPR) de la prise d'eau de la Vauvange

100 50 0 100-Mètres



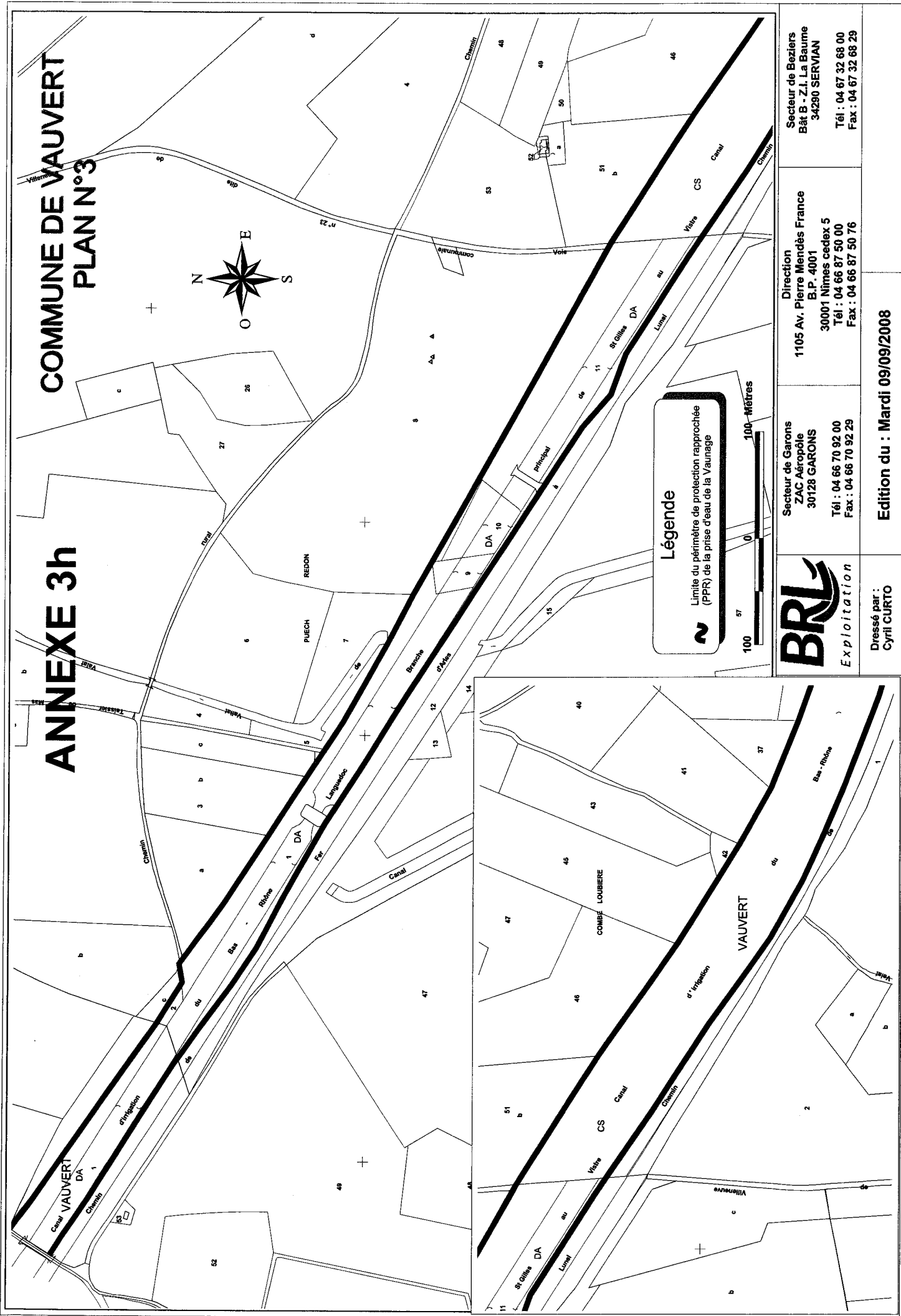
Dressé par :
Cyril CURTO

Edition du : Mardi 09/09/2008

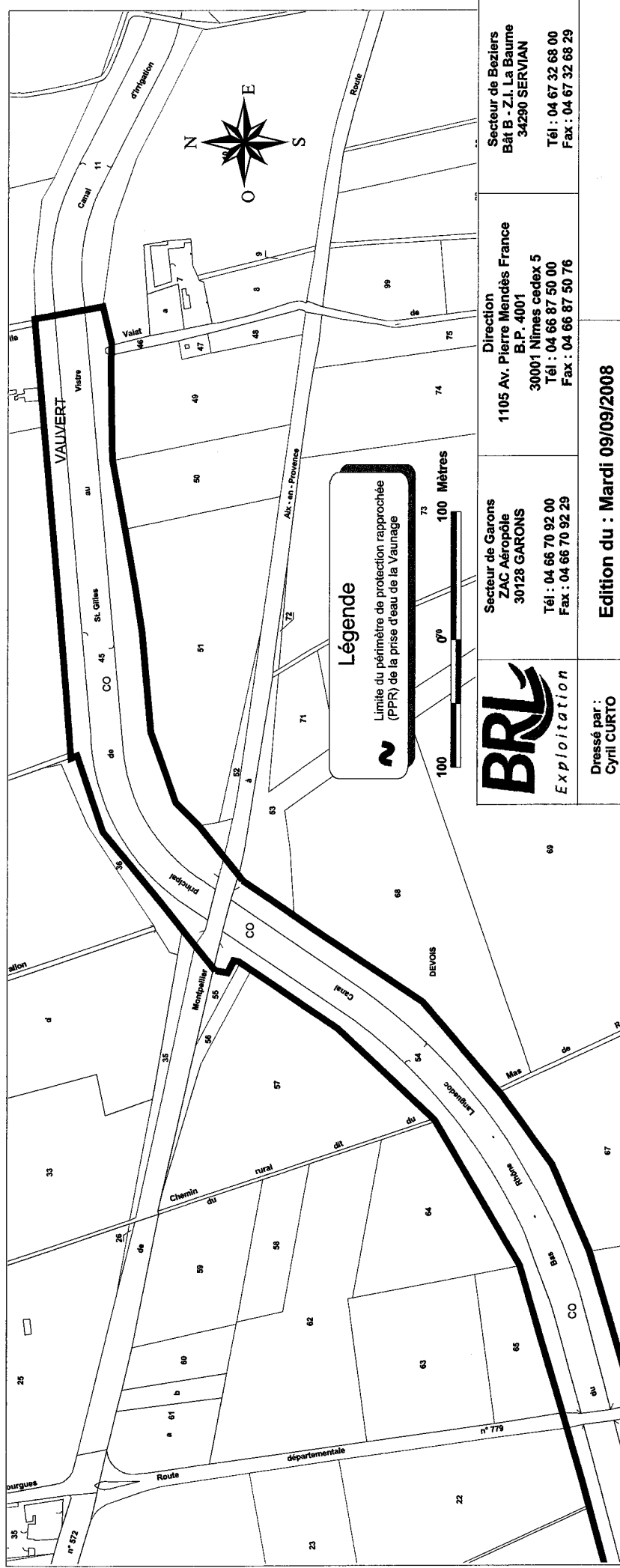
Secteur de Garons
ZAC Aéroplane
30128 GARONS
Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
1105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001
30001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers
Bât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN
Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29



COMMUNE DE VAUVERT
+
PLAN N°4



Légende

2
Limite du périmètre de protection rapprochée
(PPR) de la prise d'eau de la Vauvage



BRL
Exploitation

**Secteur de Garons
ZAC Aéroport
30128 GARONS**

Tél : 04 66 70 92 00
Fax : 04 66 70 92 29

Direction
11105 Av. Pierre Mendès France
B.P. 4001

**B.P. 4001
33001 Nîmes cedex 5
Tél : 04 66 87 50 00
Fax : 04 66 87 50 76**

Secteur de Beziers
3ât B - Z.I. La Baume
34290 SERVIAN

Tél : 04 67 32 68 00
Fax : 04 67 32 68 29

**Dressé par :
Cyril CURTO**

Edition du : Mardi 09/09/2008

